



Conseil économique et social

Distr. générale
27 janvier 2005
Français
Original: anglais

Commission de la condition de la femme

Quarante-neuvième session

28 février-11 mars 2005

Point 3 de l'ordre du jour provisoire*

**Suivi de la quatrième Conférence mondiale
sur les femmes et de la session extraordinaire
de l'Assemblée générale intitulée**

**« Les femmes en l'an 2000 : égalité entre les sexes,
développement et paix pour le XXI^e siècle »**

Communication présentée par la Fédération mondiale des anciens combattants, organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif auprès du Conseil économique et social

Le Secrétaire général a reçu la communication suivante, dont le texte est distribué conformément aux paragraphes 36 et 37 de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social, en date du 25 juillet 1996.

* E/CN.6/2005/1.



Communication

En tant qu'organisation internationale regroupant des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre, et plus récemment d'anciens soldats de la paix, la Fédération mondiale des anciens combattants (FMAC) continue de défendre avec ardeur les principes consacrés par la Charte des Nations Unies et la Déclaration universelle des droits de l'homme. Au niveau international, la FMAC collabore avec l'Organisation des Nations Unies et les organismes qui lui sont reliés, un certain nombre d'organisations non gouvernementales, au sein d'alliances et autres entités internationales, et les gouvernements afin que ces principes soient appliqués à tous les peuples, sans distinction de race, d'ethnie, de religion ou de sexe. Les associations membres militent dans leurs pays ou dans leurs régions en faveur de la paix, de l'égalité et de la justice, relayant les objectifs et les orientations de la FMAC au niveau national.

C'est fort à propos que la Commission se penche cette année sur l'application du Programme d'action de Beijing (adopté en 1995 lors de la Conférence de Beijing) et des textes issus de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, 10 ans après la tenue à Beijing de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes. C'est également à point nommé qu'elle s'apprête à cerner les problèmes actuels et à mettre au point de nouvelles stratégies pour les résoudre.

Les femmes et les conflits armés – Porte-parole des victimes de guerre civiles aussi bien que des anciens combattants, la FMAC a pris conscience des effets désastreux des conflits armés sur les femmes comme sur les hommes, surtout du fait que femmes et enfants représentent 90 % des victimes des conflits modernes. En 1984, la FMAC a créé une Commission permanente des femmes chargée d'étudier la condition des femmes en temps de guerre et de leur offrir une tribune, et d'instaurer un partenariat actif entre hommes et femmes ayant vécu la guerre, chacun à leur manière, en vue d'élargir les objectifs de la Fédération en matière d'égalité, de justice et de règlement pacifique des conflits. Dans les années 80 et 90, la FMAC s'est employée à appeler l'attention de la communauté internationale sur la dure condition des femmes civiles, y compris des réfugiées, dans les conflits armés. Nous nous sommes félicités que les participants à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes de 1995 aient fait de la question des femmes et des conflits armés l'un des 12 domaines critiques de son programme d'action.

La lutte pour les droits de l'homme – La FMAC a constaté que les souffrances et les mauvais traitements infligés aux victimes de guerre de sexe féminin procédaient du statut d'infériorité dans lequel des femmes étaient maintenues et du non-respect de leurs droits fondamentaux. Cette constatation a conduit la FMAC, fervent défenseur des droits de l'homme, à épouser la cause des droits fondamentaux de la femme au nom de toutes celles qui souffrent de mauvais traitements et se voient exploitées du fait du non-respect de ces droits. En 1992, dans sa déclaration à la Commission de la condition de la femme, la FMAC a demandé instamment que la condition des victimes de guerre et des anciens combattants de sexe féminin figure au nombre des questions examinées par la Commission, faisant valoir que la lutte pour l'égalité des sexes et l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes allait de pair avec la protection de leurs droits fondamentaux. Dans sa déclaration à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, tenue à Vienne en 1993, la Fédération a plaidé pour la réaffirmation du caractère universel des droits de l'homme et a rappelé que « les droits fondamentaux

des femmes font partie intégrante des droits de l'homme et ne doivent pas être définis selon une norme morale différente ou modifiée pour des raisons d'ordre culturel ou religieux ». Année après année, la FMAC a invariablement adhéré au caractère universel des droits de l'homme ainsi que de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et de son Protocole facultatif, de la Déclaration sur l'élimination de la violence contre les femmes, et des protocoles, conventions et conférences des Nations Unies touchant aux questions présentant un intérêt pour les femmes, notamment le développement, l'environnement, le déminage, les armes légères et le désarmement.

La Fédération souscrit au Document final issu de la vingt-troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale, tenue en 2000, qui énonce ce qui suit : « La paix est indissolublement liée à l'égalité entre les femmes et les hommes, et au développement... Le ciblage de civils, notamment des femmes et des enfants, les déplacements forcés de populations et le recrutement d'enfants soldats, en violation du droit national ou international, par l'État et/ou d'autres acteurs, qui se produisent dans les conflits armés, ont eu des conséquences particulièrement préjudiciables sur l'égalité entre les sexes et les droits fondamentaux des femmes ».

Le viol, crime de guerre – Les viols et autres violences sexuelles dont les femmes sont victimes pendant les conflits armés ont toujours été considérés comme un aspect regrettable des guerres. Même lors des procès de Nuremberg et de Tokyo contre des criminels de guerre, ces crimes n'ont pas été jugés. La fréquence des viols reste affreusement élevée dans les conflits actuels. La FMAC condamne sans équivoque le viol en tant qu'arme de guerre et préconise qu'il soit reconnu en tant que crime de guerre. Depuis de nombreuses années, elle se pose en fervent partisan de la création d'une Cour pénale internationale permanente chargée de juger les crimes de guerre. Seule ou alliée à d'autres ONG, la Fédération a usé de son influence pour convaincre les gouvernements de signer le Statut de cette Cour. Elle a demandé en outre que les crimes sexuels y figurent en tant que crimes de guerre ou crimes contre l'humanité et que de lourdes peines soient prononcées à l'encontre des auteurs de tout acte de violence sexuelle ou autre commis contre une femme en temps de guerre. De telles avancées mettraient fin à l'impunité dont les auteurs de tels crimes ont bénéficié par le passé. Non seulement la Cour pénale internationale est-elle désormais une réalité, mais les Tribunaux pénaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et pour le Rwanda ont condamné des violeurs comme criminels de guerre. En 1993, la Commission permanente des femmes de la FMAC s'est jointe à l'association des anciens combattants turcs pour organiser à Istanbul un séminaire sur le viol, initiative bien accueillie, et elle a également témoigné devant des groupes d'experts de l'ONU.

Les femmes de réconfort – La Fédération mondiale des anciens combattants a été l'une des premières organisations à appeler l'attention sur la condition tragique, pendant la Seconde Guerre mondiale, des « femmes de réconfort », ces centaines de milliers de femmes, essentiellement asiatiques, capturées par l'armée japonaise et réduites, avec l'appui du Gouvernement, à l'état d'esclaves sexuelles jusqu'à la fin du conflit. Ces crimes n'ont jamais été jugés faute d'être connus, les survivantes traumatisées n'en parlant pas. À l'Assemblée générale qu'elle a tenue à Séoul en 1997, la FMAC a condamné « toutes les violations des droits des femmes dans les situations de conflit armé », et invité l'ensemble des pays, des organismes internationaux et des ONG à « éliminer la violation des droits des femmes en temps de guerre, et à répondre à la nécessité de mesures appropriées et de compensations

spéciales pour les victimes ». Tandis que les « femmes de réconfort » encore en vie tentent d'obtenir des excuses officielles et de modestes réparations de la part du Gouvernement japonais, la Fédération continue de soutenir ces victimes de guerre.

La réinsertion après la guerre – La réadaptation et la réinsertion des victimes des conflits armés, y compris des victimes de guerre civiles (femmes et enfants), est un autre axe important de l'action de la FMAC. Soucieuse d'aider les gouvernements nationaux à fournir une assistance adéquate à ces victimes, la Fédération a rédigé un guide complet intitulé « Principes directeurs en matière de droits fondamentaux des anciens combattants et victimes de guerre », qu'elle a présenté en 1998 lors de la conférence de suivi du Sommet mondial pour le développement social. Par ailleurs, la FMAC a organisé six conférences internationales sur la mise en place d'une législation permettant aux gouvernements de prendre plus facilement des initiatives pour aider les anciens combattants et les victimes civiles à se réadapter. Bien que la responsabilité de la prise en charge des combattants démobilisés soit souvent acceptée par les gouvernements, cette prise en charge ne s'étend pas aux victimes de guerres civiles, principalement des femmes et des enfants, qui ont tout autant été bouleversés et traumatisés. De ce fait, l'élaboration de stratégies de réadaptation et de réinsertion des victimes civiles de conflits armés n'a guère été considérée comme une priorité.

Parmi ces victimes, qui se comptent en millions, les plus traumatisées sont les réfugiées et les femmes déplacées qui endurent des violences et des privations inouïes tout au long de leur fuite, souvent infligées par ceux qui sont censés les aider. La FMAC s'est tout particulièrement intéressée au sort de ces femmes, notamment en définissant des orientations avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés afin que le personnel de terrain tienne compte de la spécificité de leur condition. La Commission permanente des femmes de la Fédération a joué un rôle moteur dans l'organisation de groupes de travail et la création d'alliances, la préparation d'ateliers lors des réunions d'ONG organisées sous l'égide de l'ONU, et la défense des femmes déplacées pendant les conflits armés. Dans une résolution qu'elle a adoptée en 2000, lançant un appel à l'aide aux victimes d'actes de violence, la FMAC a considéré qu'il était important que les réfugiés rapatriés reçoivent la protection ainsi que l'aide dont ils ont besoin pour reconstruire leur vie dans les régions détruites ».

Les enfants en danger – Très préoccupée du sort des enfants dans les conflits armés, la FMAC a salué la publication de l'Étude Machel relative à l'impact des conflits armés sur les enfants et invité ses membres à enjoindre leurs gouvernements de signer la Convention relative aux droits de l'enfant et le Protocole facultatif s'y rapportant afin que soit déclaré illégal le recrutement d'enfants de moins de 18 ans par les forces armées et par les groupes insurrectionnels ou les milices. La Fédération fait partie de la Coalition pour mettre fin à l'utilisation d'enfants soldats, et elle a appuyé avec fermeté les travaux du Représentant spécial du Secrétaire général chargé d'examiner cette question sensible. Elle a participé activement aux trois réunions préparatoires de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée aux enfants, puis à cette dernière elle-même (mai 2002), pour que le document final mette l'accent sur le fait que les enfants victimes de conflits armés ont grand besoin de services et de soutien, notamment en matière d'éducation, de soins de santé et d'appui sociopsychologique, à l'issue de ces conflits.

Le rôle des femmes dans les processus de paix – Lorsque le Conseil de sécurité a adopté la résolution 1325 en octobre 2000, de nouvelles possibilités se sont offertes aux femmes pour qu'elles prennent une part active aux négociations de paix, au règlement des conflits et au rétablissement de la paix, à tous les niveaux, ainsi qu'aux principales étapes de la reconstruction des sociétés détruites par la guerre. Le Secrétaire général Kofi Annan s'est adressé au Conseil en ces termes : « ... l'Organisation a été créée pour préserver les générations futures du fléau de la guerre. Elle proclame aussi les droits égaux entre les hommes et les femmes. Nous devons relever ces deux défis, autrement nous ne réussirons ni face à l'un, ni face à l'autre... Les femmes, qui connaissent si bien le prix des conflits, sont également mieux à même que les hommes de les prévenir ou résoudre... Et pourtant la contribution potentielle des femmes à la paix et à la sécurité continue de ne pas être appréciée à sa juste valeur... Le Conseil a reconnu que la paix était indissociablement liée à l'égalité entre les hommes et les femmes, et il a déclaré que le maintien et la promotion de la paix et de la sécurité exigeaient la participation égale des femmes à la prise de décisions... ».

Nous avons accueilli avec satisfaction le fait que la Commission ait choisi les dispositions de la résolution 1325 comme l'un des thèmes de sa quarante-huitième session, tenue en 2004. Les études de fond et les aide-mémoire ont clairement montré que la plupart des négociations de paix et les processus de relèvement d'une société après la guerre ignoraient les préoccupations des femmes, à moins que celles-ci n'y participent. Ceux qui mettent au point les stratégies de reconstruction au lendemain des conflits tiennent rarement compte du traumatisme et de la souffrance des femmes civiles, qui sont par conséquent écartées des initiatives de relèvement et de reconstruction. Si les femmes sont associées dès le début au processus de paix, en particulier si elles participent à la rédaction de l'accord de paix ou d'une nouvelle constitution, leurs intérêts seront pris en considération et inscrits à l'ordre du jour.

L'histoire nous a enseigné que la reconstruction d'une société n'aboutissait pas systématiquement à l'amélioration de la condition des femmes ni au renforcement de leurs droits fondamentaux. Sauf en cas de planification méthodique, les inégalités d'autrefois persistent, voire s'aggravent. Il y a peu, lorsqu'une nouvelle constitution a été rédigée pour l'Afghanistan, l'apport des femmes et de leurs défenseurs a été indispensable pour consacrer les droits juridiques des femmes. Si ces droits n'avaient pas été inscrits dès le début, les rôles accordés à l'avenir aux femmes du pays auraient été limités, avec peu d'espoir d'amélioration future.

Des défis anciens et nouveaux – À l'occasion de sa quarante-neuvième session, la Commission va s'attaquer à un programme de travail chargé, qui comprend notamment un examen des rapports et des questionnaires nationaux destiné à dresser un bilan de la manière dont les problèmes énoncés dans le Programme d'action ont été traités. On notera certainement des avancées dans certains domaines, mais du point de vue des femmes et des défenseurs des droits de l'homme, il reste dans beaucoup d'autres bien du chemin à parcourir pour atteindre les objectifs fixés et relever les nouveaux défis. La résolution 1325 en pose un, mais il convient surtout d'y voir l'occasion pour les femmes de participer au processus de prise de décisions lors des étapes cruciales de la reconstruction des sociétés dévastées par la guerre. Une telle chance ne se présentant pas souvent, il faut la saisir.

Pourquoi une cinquième Conférence mondiale? – Des demandes ont été formulées pour qu'une cinquième Conférence mondiale sur les femmes soit organisée d'ici à 2010. La résolution 1325 pose un défi qu'il faut relever rapidement. Seules les conférences mondiales attirent comme il se doit l'attention de l'opinion publique et des médias sur les questions et problèmes soulevés, grâce notamment à la participation de célébrités et de personnalités de tous horizons. De nombreux problèmes mériteraient que l'on adopte un regard neuf, que l'on prenne un nouveau départ susceptible de stimuler la créativité. Les récents événements qui se sont produits dans le monde, qu'il s'agisse de catastrophes naturelles ou causées par l'homme, renforcent l'opportunité de cette suggestion. Par exemple, le récent tsunami qui a laissé des milliers de survivants, femmes et enfants, à la merci d'actes de violence, du viol et de l'exploitation, en l'absence de garde-fous institutionnels, démontre combien il est urgent que la communauté internationale dans son ensemble ait la volonté et le dynamisme nécessaires pour faire progresser la condition de la femme. Nous espérons qu'à cette session, la Commission approuvera l'idée de convoquer une cinquième Conférence mondiale sur les femmes de sorte que la procédure nécessaire à l'organisation d'une telle conférence par l'ONU soit lancée au plus tôt.
